

Pressions sur le net chinois

par Émilie Frenkiel

L'internet chinois est un lieu d'effervescence politique. Si la censure y est active, filtrant les contenus et bloquant les sites étrangers, la Toile s'avère pourtant un outil efficace d'action collective dans des affaires d'intérêt public. Au point que la vindicte populaire prend parfois l'ascendant sur le pouvoir judiciaire.

Recensé : Jacques deLisle, Avery Goldstein, et Guobin Yang, (dir.), *The Internet, Social Media, and a Changing China*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, 296 p.

Avec l'ouverture au marché des médias et leur prolifération, les Chinois n'ont jamais été aussi bien informés depuis 1949, même si le Parti communiste chinois n'a pas renoncé à réglementer la circulation de l'information. Malgré l'ampleur des dispositifs de contrôle, les résultats sont nécessairement mitigés par l'importance, pour le régime, de son programme de modernisation, qui repose fortement sur l'expertise scientifique et technique, l'utilisation de nouvelles technologies d'information et d'échanges transfrontaliers. Les débats diffusés sur les chaînes de télévision nationales et provinciales, qui invitent fréquemment chercheurs, membres de think tanks, fonctionnaires et officiers à intervenir sur des questions comme la politique étrangère, la politique sociale, le système éducatif, ne sortent pas du périmètre de ce qui est acceptable pour le régime. La prolifération de discussions diffusées publiquement, même contraintes, sur des questions politiques fondamentales, a mis un terme aux débats à huis clos et encourage les discussions en ligne.

Un des grands apports de l'ouvrage dirigé par Jacques deLisle et ses confrères est de s'efforcer de rendre la complexité, la diversité et le dynamisme de la relation entre Internet et la société, le gouvernement, le système juridique et même la diplomatie chinoise. Il écarte les dichotomies simplistes opposant liberté et contrôle, promotion de la démocratie et renforcement de l'autoritarisme qui obstruent toute compréhension fine du rôle et de l'impact

des nouveaux médias en Chine. L'ouvrage décrit les conséquences économiques, sociales et politiques d'Internet en Chine, dont l'ampleur était encore insoupçonnée il y a dix ans.

L'étendue, la complexité et la variabilité du monde virtuel représentent des défis de taille pour les dirigeants chinois, qui luttent pour poursuivre, dans un contexte nouveau, les mêmes objectifs de maintien de leur monopole sur la politique organisée, de restriction des oppositions, et de censure de certaines idées au profit d'autres. (p. 3)

Comprendre la censure chinoise

L'ouvrage permet de saisir ce qui peut se passer sur Internet malgré une censure intervenant à trois niveaux et sur laquelle il faut revenir : le blocage de sites étrangers, qui empêche une communication fluide entre la Chine et l'extérieur, mais n'affecte pas l'expression des internautes chinois, puisqu'il existe des équivalents aux réseaux sociaux étrangers bloqués et que plus de la moitié des Chinois y sont actifs ; le blocage de mots-clés, qui empêche de poster un texte contenant des mots ou expressions censurés et qui conduit à des stratégies de contournement par homophones, jeux de mots, etc. ; la censure effectuée *ex post* par les censeurs qui lisent et effacent ce qui leur semble inacceptable. Il s'agit principalement d'une pratique manuelle, menée dans les 24 heures qui suivent la publication par une armée décentralisée de censeurs. On a récemment estimé à 2 millions les membres du Parti des 50 cents (*wumao dang*) qui quadrillent la toile et 448 millions par an le nombre de commentaires qu'ils postent pour orienter les discussions en ligne (King, Pan, Roberts, 2017). Cette censure *ex post* a pour objectif de réduire la probabilité d'action collective. Elle touche en moyenne 13 % des textes publiés sur les réseaux sociaux. Le blocage des contenus pornographiques, des critiques des censeurs et des contenus postés en masse lors d'affaires pouvant potentiellement conduire à des formes d'action collective est systématique, même lorsque le texte commentant l'événement est favorable au gouvernement.

La discussion et l'expression libres de frustrations et de critiques en ligne présentent un avantage de taille pour les dirigeants des pays autoritaires : il s'agit d'une soupape de sécurité. Elles donnent un sentiment de liberté aux citoyens, une image plus moderne et moins paranoïaque du régime, et renforcent sa stabilité en alertant les dirigeants des problèmes auxquels ils doivent répondre de toute urgence. L'ouvrage contribue à ces études sur la censure en décrivant son processus de sophistication croissante ainsi que ce qu'il est néanmoins permis d'exprimer sur la toile.

Incivilités et réactions épidermiques sur la toile

Étant donné le nombre limité de canaux dont disposent les citoyens chinois pour exprimer leurs opinions et exercer de l'influence sur leur gouvernement, on peut affirmer que poster un article en ligne, envoyer des textos, fréquenter les réseaux sociaux et participer à des groupes sur WeChat revêt une importance encore plus grande en Chine que dans les démocraties. Cela permet parfois aux internautes de peser sur des décisions de justice, la politique étrangère de la Chine ou la rétrogradation, voire la condamnation, de cadres pour mauvaise conduite. Les auteurs nous montrent que ces nouvelles possibilités technologiques permettent au régime de se ressaisir et de répondre aux nouveaux défis posés par les réformes successives et les transformations de la société chinoise. L'ouvrage est pourtant loin de présenter une vision angélique de la situation. Il éclaire également l'ampleur du phénomène d'incivilité qui se déploie dans le phénomène de justice populaire qu'on retrouve dans les attaques nominales, les rumeurs, la calomnie, les chasses à l'homme (*renrou sousuo*), aux conséquences plus ou moins cruelles. Min Jiang attribue le manque de respect affiché des internautes aux limitations de l'espace public (au sens habermasien du terme) et au manque d'espaces de discussion et de construction des institutions en Chine.

Le contexte social dans lequel s'inscrit la participation politique est particulier, si bien que des auteurs comme Marina Svensson, Zengzhi Shi et Guobin Yang affirment qu'on se méprendrait à critiquer le « clicktivisme » des internautes chinois. En effet, la faiblesse de la société civile et l'attitude sceptique dont fait preuve la majorité des Chinois vis-à-vis des organisations formelles et ONG (GONGO)¹ tendent à concentrer l'engagement civique autour de certaines causes précises et de réactions exprimées à chaud et au coup par coup sur les réseaux sociaux. L'exploration passionnante, dans l'ouvrage, de la relation entre droit et nouveaux médias l'illustre bien. Depuis 1978, le Parti a recours aux médias pour rendre publics certains textes de loi et éduquer la population au droit, tout en exerçant un contrôle fort sur les publications. Internet et les réseaux sociaux offrent des outils particulièrement performants aux citoyens souhaitant s'engager dans des luttes juridiques. La réaction du régime varie de la réactivité à la suppression, et les combine parfois. Lors de la crise du SRAS en 2003 par exemple, les SMS que s'échangeaient les citoyens ont miné le discours officiel rassurant. Si la première réaction officielle fut de menacer de lourdes peines les auteurs de rumeurs, le ministre de la Santé et le maire de Pékin furent limogés et un projet de loi sur la santé publique a vu le jour.

¹ Voir He Jianyu, « Comprendre les ONG chinoises », *La Vie des idées*, 23 mai 2013.

Internet, *empowerment* et pression de l'opinion publique

Zengzhi Shi (fondateur de Peace China Charity Fund for Public Communication) et Guobin Yang montrent comment les réseaux sociaux ont contribué à de nombreuses formes d'*empowerment*² (pouvoir d'agir), dont surtout l'*empowerment* personnel. Ils permettent aux citoyens, voire les contraignent, de répondre à leur responsabilité morale d'agir et de produire une transformation sociale (*self-redemption*). Les citoyens ont ainsi recours aux plateformes en ligne pour rendre publiques et résoudre des affaires. Ils y dénoncent des actions qu'ils jugent illégales et scandaleuses, ce qui a fortement contribué à développer une conscience du droit et de leurs droits (*rights consciousness*). La maison-clou à Chongqing de Wu Ping et Yang Wu³, la légitime défense de Deng Yujiao qui tua un fonctionnaire qui essayait de la violer, Tang Hui qui accusait des cadres locaux de protéger les trafiquants qui avaient forcé sa sœur à se prostituer, Yang Jia, qui avait assassiné des policiers de Shanghai, l'adolescent Yang Hui, premier condamné des nouvelles lois contre les rumeurs propagées sur Weibo en 2013, l'accident de TGV de Wenzhou, les constructions défectueuses d'écoles effondrées suite au tremblement de terre de Wenchuan, les scandales sanitaires comme le lait en poudre contaminé en sont des exemples célèbres. Ces affaires ont provoqué des réactions massives et ont fait l'objet de censure. Elles ont néanmoins pu éclater et être nourries de nombreux commentaires, voire de mobilisations, en ligne, ce qui peut s'expliquer par la stratégie adoptée par le régime d'utiliser Internet comme un outil d'information et de surveillance des cadres locaux et comme un baromètre de l'opinion publique et des frustrations auxquelles il convient de répondre avant qu'elles débouchent sur des mouvements organisés. Les intellectuels et citoyens utilisent le net pour faire pression sur les autorités, y compris les tribunaux, pour garantir des procès plus équitables et légaux et modifier des règles douteuses et largement méprisées. Mais, comme le montrent plusieurs chapitres de l'ouvrage, cette pression sert également à contraindre les tribunaux de suivre l'opinion publique et à s'écarter de verdicts pourtant conformes aux lois.

Quatre chapitres de l'ouvrage apportent enfin une contribution importante à la compréhension du rôle joué par Internet dans les affaires étrangères. L'engagement grandissant de la Chine sur la scène internationale, l'ouverture et la diversification des sources d'informations, la création de plateformes d'expression d'opinions sur les affaires internationales et la politique étrangère de la Chine, la démocratisation de l'accès au téléphone portable, ont contribué à l'émergence de débats parfois vifs dont plusieurs études cherchent à mesurer l'impact sur les décisions politiques en matière de relations avec le Japon, Taïwan et les États-Unis, entre autres. L'ouvrage met ainsi en exergue un populisme judiciaire et

² Voir Nicolas Duvoux, « L'*empowerment*, de la théorie à la pratique. Entretien avec Marie-Hélène Bacqué », *La Vie des idées*, 10 mai 2013.

³ Une maison clou (*dingzibu*) est une maison que le propriétaire refuse de céder lors d'une expropriation ou d'un nouveau projet immobilier. Les images de celle-ci, surplombant un chantier creusé une dizaine de mètres plus bas, ont fait le tour du monde.

diplomatique préoccupant, rendu possible par Internet et les réseaux sociaux. Les directeurs de l'ouvrage ont donc choisi de ne pas seulement se concentrer sur l'importance des réseaux sociaux sur l'expression et le partage d'informations et d'opinions des citoyens ordinaires. Comme l'avait explicitement fait Zheng Yongnian dans *Technological Empowerment*, ils montrent et documentent à quel point les nouveaux médias ont transformé la façon qu'ont les autorités chinoises d'interagir avec les citoyens, tout en cherchant à contrôler leur parole.

Bibliographie

- King G., Pan J., Roberts M. E., 2013, « How Censorship in China Allows Government Criticism but Silences Collective Expression », *American Political Science Review*, 107 (2), p. 326-343.
- King G., Pan J., Roberts M., 2017, « How the Chinese Government Fabricates Social Media Posts for Strategic Distraction, Not Engaged Argument », *American Political Science Review*, 111 (3), p. 484-501.
- Zheng Y., 2008, *Technological Empowerment: the Internet, State, and Society in China*, Stanford, Stanford University Press.

Publié dans lavedesidees.fr, le 7 novembre 2016.